

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 18 – du 2 mai au 9 mai 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : JORDANIE - UN BUDGET 2024 CONSERVATEUR FACE À UN CONTEXTE RÉGIONAL INCERTAIN

L'incertitude associée à l'instabilité régionale rend la prévision du budget 2024 délicate. Tandis que la croissance a été revue à la baisse par le FMI (2,6% du PIB pour 2024 au lieu de 2,7%), le nouveau budget s'inscrit dans la continuité des précédentes lois de finances (LF). Sa structure reste globalement similaire avec des recettes domestiques peu diversifiées – composées à 70,4 % de recettes fiscales et à 22,6 % de recettes non fiscales – et une nette domination des dépenses courantes (86 %) sur les dépenses en capital (14 %).

LE CHIFFRE À RETENIR

16%

SERVICE DE LA DETTE
JORDANIENNE

Les recettes totales, en hausse de +12,7 % par rapport à l'exécution budgétaire 2023, devraient s'élever à 14,5 Mds USD en 2024, soit 27 % du PIB. Bien que pour la 4^{ème} année consécutive, aucune hausse d'impôts n'est prévue en 2024, les recettes fiscales contribueront à hauteur de 92% à cette croissance, en particulier l'impôt sur les biens et services (46,3 % des recettes totales) dont les recettes devraient augmenter de +17,2 %. Le gouvernement entend en effet poursuivre sa stratégie d'élargissement de l'assiette fiscale en luttant contre la fraude et l'évasion plutôt que d'augmenter les taux.

La part de l'aide budgétaire en dons dans les recettes diminue (7 % pour 2024, contre 7,8 % en 2023). Si le montant des dons prévu dans ce budget est en hausse de +1,4 % par rapport au montant perçu par la Jordanie l'année dernière, il a néanmoins été revu à la baisse (-10 %) par rapport aux prévisions de la LF 2023. Le gouvernement a en effet pris en compte dans ce budget une possible redirection de l'aide internationale vers l'Ukraine et la Palestine. Pour 2024, il anticipe des subventions à hauteur de 846,3 M USD de la part des Etats-Unis, de 64 M USD de l'Union européenne et de 65 M USD du fonds du Golfe pour le développement.

Les dépenses publiques devraient, quant à elles, augmenter de +12,4 % par rapport à l'exécution budgétaire 2023 pour atteindre 17,45 Mds USD (soit 32 % du PIB). Désormais deuxième poste de dépenses après la fonction publique (24%), les intérêts de la dette (2 Mds JOD soit 2,8 Mds USD) représentent 16 % du total des dépenses publiques. En dépit du contexte actuel, la part des dépenses militaires, de sécurité et de sûreté publique est en baisse, représentant respectivement 13 % et 12 % du total des dépenses (contre 14 % et 13 % dans la LF 2023). Malgré une augmentation de +25,4 % par rapport à l'exécution budgétaire 2023, les dépenses en capital restent comparativement faibles (2,44 Mds USD) et seront consacrées, en quasi-totalité (96 %), à des projets en cours.

La LF 2024 prévoit ainsi un creusement du déficit, hors dons, qui passerait de -7,1 % du PIB en 2023 à -7,4 % du PIB en 2024 (-5,1 % du PIB en 2023 à -5,4 % en 2024 dons inclus), dans un contexte d'accroissement inquiétant de la dette publique. Ces prévisions sont en ligne avec celles du FMI mais restent volatiles de par l'imprévisibilité de la conjoncture régionale actuelle.

Service Économique d'Amman

ÉGYPTE

1. FITCH CONFIRME LA NOTE SOUVERAINE DE L'ÉGYPTE À « B- » AVEC UNE PERSPECTIVE PASSANT DE STABLE À POSITIVE.

L'agence de notation Fitch a [annoncé](#) le 3 mai 2024 la révision à la hausse de la perspective sur la note souveraine égyptienne, de stable à positive, confirmant la note de B-. Cette décision fait suite à (i) la réduction de la vulnérabilité extérieure suite à l'adoption d'un taux de change flottant, (ii) un retour des investissements directs étrangers suite à l'accord Ras El Hekma de février 2024, (iii) un fort soutien extérieur de la part de la communauté internationale (FMI, UE, Banque Mondiale) et (iv) un renforcement de la résilience économique suite aux différentes mesures prises par les autorités égyptiennes, notamment l'inclusion de 59 entités économiques dans le budget et le renforcement du secteur privé. Pour mémoire, Moody's et S&P avaient également révisé leur perspective en mars 2024 (respectivement de négative à positive et de stable à positive). Signe positif de l'amélioration de la situation économique et financière du pays, les réserves de changes ont également atteint en avril 41,1 Mds USD, un niveau inégalé depuis février 2020.

Agence	Notation	Perspective	Dernière révision
Moody's	Caa1	Positive	mars-24
Standards & Poors	B-	Positive	mars-24
Fitch	B-	Positive	mai-24

2. LANCEMENT DE LA 1^{ÈRE} BANQUE DIGITALE D'ÉGYPTE.

La Banque Centrale d'Égypte a [accordé](#) le 2 mai 2024 à Misr Digital Innovation (MDI) l'autorisation préliminaire de lancer une première banque numérique. Nommé « One Bank », l'outil doit permettre de promouvoir l'inclusion financière en proposant une gamme diversifiée de services et produits bancaires par le biais de canaux numériques. Avec un lancement prévu fin 2024, la filiale de Banque Misr doit encore passer la deuxième phase de procédure d'octroi de licences puis obtenir la licence d'exploitation finale. Pour mémoire, en 2021, Atos avait été sélectionné par Banque Misr pour l'accompagner dans son parcours pour devenir la première banque digitale du pays.

3. SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ENTENTE ENTRE LE GAFI ET CRÉDIT AGRICOLE ÉGYPTE.

Le 30 avril 2024, le président de l'Autorité générale pour les investissements (GAFI), Hossam Heiba et le directeur général de Crédit Agricole Égypte ont

[signé](#) un protocole d'entente portant sur l'accompagnement des clients français dans leurs projets d'implantation en Égypte. L'objectif de cet accord est de mettre en œuvre un cadre pour renforcer et promouvoir les mécanismes permettant d'investir en Égypte (lois, règlements, procédures nationales). Le plan devrait être lancé lors de la conférence sur l'investissement UE-Égypte prévue le 29-30 juin 2024. Crédit Agricole, seule banque française offrant ses services en Égypte, entend ainsi contribuer aux objectifs fixés par les autorités égyptiennes en matière d'investissements directs étrangers et de développement du secteur privé.

4. SIGNATURE D'UN PROTOCOLE DE COOPÉRATION ENTRE SCHNEIDER ELECTRIC ET EGYPTIAN ELECTRICITY HOLDING COMPANY.

Schneider Electric, active depuis plus de 30 ans dans le pays, a signé le 29 avril 2024 en présence du Ministre égyptien de l'Électricité et des Énergies Renouvelables, M. Mohamed Shaker, un [protocole de coopération](#) avec le fournisseur national égyptien d'électricité Egyptian Electricity Holding Company (EEHC), visant à améliorer le réseau de distribution par la réduction des pertes techniques.

IRAK

1. SIGNATURE D'UN PROJET DE DÉVELOPPEMENT GAZIER AVEC LA SOCIÉTÉ UKRAINIENNE UKRZEMRESURS.

Le ministère du Pétrole irakien a annoncé le 26 avril la signature du projet de développement du champ gazier d'Akkas avec la société ukrainienne Ukrzemresurs. Le champ gazier d'Akkas contiendrait près de 5 600 Mds pieds cubes de gaz (160 Mds m³, soit près de 5% des réserves gazières de l'Irak), et pourrait fournir 400 M pieds cubes de gaz par jour (11,3 M m³) d'ici à 2024-2025, contre seulement 60 M (1,7 M m³) aujourd'hui – quantité suffisante pour alimenter en électricité près de 800 000 foyers. Son exploitation avait précédemment été confiée à Kogas (Corée du Sud), qui avait annoncé l'abandon du projet en mars 2023. Le développement d'une filière gaz est une priorité pour l'Irak : le gaz constitue 57% du mix électrique du pays, mais l'Irak en importe près de la moitié.

2. SIGNATURE D'UN CONTRAT AVEC LE CABINET OLIVER WYMAN POUR LA CRÉATION DE LA « ROUTE DU DÉVELOPPEMENT ».

À la suite de la visite du Premier Ministre Mohammed Chia Al-Soudani à Washington, le Conseil des ministres a approuvé le 3 mai la signature d'un contrat entre le cabinet de conseil américain Oliver

Wyman et le ministère des Transports. Le cabinet Oliver Wyman fournira une assistance technique à la conception de la « Route du développement », mégaprojet annoncé par le Premier Ministre en juin 2023 visant à faire de l'Irak un corridor logistique entre l'Asie et l'Europe par la construction d'une route multimodale entre le port d'Al-Fao (province de Bassora) et la frontière turque au nord. Le projet est chiffré à 17 Mds USD et l'Irak a pour ambition de mobiliser des modèles de partenariat public-privé et de l'investissement privé pour le financer. La rentabilité économique du projet sera au cœur de l'étude que délivrera Oliver Wyman.

3. PAIEMENT DES SALAIRES DES FONCTIONNAIRES DU KURDISTAN D'IRAK.

La *Trade Bank of Iraq* (TBI) a annoncé le 8 mai que les fonctionnaires du gouvernement régional du Kurdistan (KRG) recevraient directement leurs salaires par son intermédiaire, une fois la liste des fonctionnaires du KRG reçues. Cette annonce vient en application de la décision de la Cour Suprême Fédérale du 24 février, qui avait sommé le gouvernement fédéral de verser directement les salaires, pensions de retraite et autres prestations sociales des fonctionnaires du KRG par virements bancaires, et non plus en passant par les autorités locales du KRG, après plusieurs mois d'impayés. Ces transferts seront déduits des financements fléchés par Bagdad au gouvernement régional du Kurdistan dans la loi de Finances 2023-2025. Si elle constitue un développement positif pour les fonctionnaires kurdes, cette annonce renforce l'affaiblissement de l'autonomie financière du KRG, d'autant que le versement des salaires se fera via la plateforme électronique fédérale *Tawtin* et non l'initiative kurde *MyAccount*.

IRAN

1. LES OBJECTIFS DE PRIVATISATION DE L'ÉCONOMIE N'AURAIENT PAS ÉTÉ ATTEINTS.

Selon un rapport publié par le journal économique *Donyayeh Eghtesad*, l'État détiendrait 54,45 % du capital des 20 plus grandes entreprises iraniennes en termes de capitalisation boursière, et en contrôlerait 12 d'entre-elles. Le rapport précise que sont exclus des critères de contrôle les interventions directes et indirectes de l'État dans les affaires et la gestion des entreprises privées, puis poursuit en indiquant que le niveau élevé de détention par l'État de ces entreprises serait contraire à l'objectif fixé par le gouvernement de « *prospérité de la production avec*

la participation du peuple », notant une dissonance entre la volonté de privatisation affichée et la réalité du contrôle public exercé. En ce sens, le rapport note que, à date, seuls 38 % des objectifs de privatisation confiés en 2007 à l'Organisation de privatisation dans le cadre d'un amendement à l'article 44 de la Constitution auraient été réalisés, en soulignant que la question de savoir si ces transferts avaient été cédés au secteur réellement privé ou à des acteurs paraétatiques « *nécessite des examens approfondis* ».

2. L'IRAN AURAIT IMPORTÉ 3 MDS\$ D'ESSENCE EN 2023/2024.

Selon le secrétaire de l'Association des entreprises de l'industrie du raffinage de pétrole, l'Iran aurait importé 3 Mds \$ d'essence sur l'exercice écoulé. Il en attribue la cause à une consommation excessive - qui découlerait d'un parc automobile et de camions vieillissant, inefficace et énergivore - et non à un déséquilibre dans le secteur de la production, soulignant que la capacité de production moyenne d'essence dans le pays serait de 115 M litres par jour, chiffre stable depuis le début de l'administration actuelle et qui devrait le rester d'ici sa fin, toujours selon le secrétaire de l'Association. Pour mémoire, les importations d'essence sont exclues des statistiques douanières du commerce extérieur.

3. BAISSÉ DE L'ALLOCATION DU TAUX « NIMA I » POUR 2024/2025 (-31% EN G.A.).

À l'issue du conseil des ministres, la liste des produits bénéficiant du taux subventionné NIMA I (1 \$ = 285 000 IRR) pour l'année 2024/2025 (1403) a été publiée. Elle restreint désormais strictement les produits éligibles à deux catégories, que sont la santé et l'agroalimentaire. Après s'être réduite de 200 produits éligibles en mars 2023 à 28 produits en septembre 2023, la liste a de nouveau été diminuée. Ainsi, la nouvelle liste promulguée exclut désormais les produits suivants : pesticides ; poulet ; œuf ; haricots ; produits chimiques et polymères ; certains fruits et légumes ; papier ; pneu ; machines des industries du textile ; machines et équipements manufacturiers et agricoles ; machines de l'industrie de la cellulose et du papier ; machines des industries du transport. Par ailleurs, selon le vice-président chargé des affaires budgétaires, l'allocation pour les produits éligibles au titre de la nouvelle liste s'élèverait à 11 Mds \$ (-31 % en g.a) au titre de la loi de finances de l'année en cours qui, à date, n'est toujours pas entièrement adoptée. Pour mémoire, le taux subventionné de la Banque centrale (1 \$ = 42 000 IRR) – qui a précédé le taux NIMA I dans sa

fonction d'allocation de devises pour les importations de produits essentiels - a été progressivement arrêté à partir de 2022/2023 et n'est désormais plus employé à des fins d'importations.

ISRAËL

1. AUGMENTATION DU « SPREAD » ENTRE LES BONS DU TRÉSOR AMÉRICAIN ET ISRAËLIEN.

Les spreads entre les Bons du Trésor américain et les Bons du Trésor israélien libellés en USD sont en augmentation. Ils s'établissent à respectivement 135 points de base pour les émissions à 5 ans (5,37%), à 145 pour celles à 10 ans (5,5%) et à 175 pour celles à 30 ans (5,75%). C'est une des conséquences des tensions régionales. 15 Mds ILS de Bons du Trésor israélien ont été émis depuis le début du conflit. La Banque Centrale anticipe une baisse de son taux directeur de base en 2024 (actuellement à 4,5%).

2. ISRAËL, 9^{ÈME} FOURNISSEUR MONDIAL D'ARMEMENTS EN 2023.

Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, Israël serait le 9^{ème} fournisseur mondial d'armement en 2023 avec 2,4% de part de marché. Israel Aerospace Industries, entreprise publique, est un des fleurons de l'industrie de défense israélienne -avec Raphael, Elbit et Tomer. 51% des exportations d'IAI sont dirigées vers l'Asie, notamment l'Inde (1 Md USD en 2023) et l'Azerbaïdjan mais également vers les Philippines.

3. PRÉPARATION DU BUDGET 2025.

Les dépenses de défense devraient augmenter d'au moins 25 Mds ILS mais une partie des forces politiques ne souhaite pas remettre en cause certaines exigences coûteuses de la coalition gouvernementale. Le déficit budgétaire pour 2025 pourrait en conséquence dépasser les prévisions et se situer autour de 7% du PIB. Pour minimiser ce déficit, certaines mesures sont déjà acquises : une hausse de 1 point (à 18%) de la TVA et la remise en cause des avantages des contribuables les plus fortunés, qui sont exonérés de déclaration fiscale la première année de leur installation ou de leur retour en Israël. La lutte contre la fraude pourrait également s'intensifier.

4. SUCCÈS DES VOITURES ÉLECTRIQUES CHINOISES.

Le marché automobile israélien représente des volumes de ventes de 250 000 voitures par an, tous types de motorisation confondus. Sur le premier trimestre 2024 les immatriculations de véhicules

électriques ont augmenté de 35% par rapport au T1 2023 pour s'établir à 27 000 unités. Les marques chinoises renforcent leurs parts de marché et réduisent leur écart avec les marques européennes et coréennes. Sur le marché des voitures électriques, leur part de marché atteint 42% au premier trimestre 2024. Cette progression pourrait fléchir avec l'arrivée de nouveaux modèles électriques européens sur le marché israélien.

JORDANIE

1. FMI - PREMIÈRE REVUE DU PROGRAMME EFF.

Alors que le Fonds Monétaire International (FMI) a adopté un nouveau mécanisme élargi de crédit (Extended Fund Facility - EFF) en janvier 2024, une délégation de Washington s'est rendue en Jordanie, début mai, pour procéder à la première revue du programme. Les conclusions seront présentées sous peu aux pays membres et bailleurs. Pour rappel, le nouvel EFF, d'une durée de quatre ans, porte sur un montant de 1,2 Md USD, 190 M USD ayant d'ores et déjà été versés. Cet accord a remplacé l'EFF conclu en 2020, qui devait expirer en mars 2024.

2. HAUSSE DES RÉSERVES DE CHANGE DE LA BANQUE CENTRALE.

Selon la Banque Centrale de Jordanie (CBJ), les réserves de change ont enregistré une hausse de près de +5,5 % fin avril 2024, par rapport au montant enregistré fin décembre 2023. Elles sont évaluées à 19,1 Mds USD, soit environ 1 Md USD de plus par rapport à fin 2023. Selon les données de la CBJ, les réserves actuelles sont suffisantes pour couvrir 8,3 mois d'importations de biens et de services en Jordanie (contre 7,9 fin décembre 2023).

3. BAISSÉ DE LA FRÉQUENTATION TOURISTIQUE AU 1^{ER} TRIMESTRE 2024.

Selon le ministère jordanien du Tourisme et des Antiquités, au premier trimestre 2024, le nombre de visiteurs dans le Royaume a diminué de -9,7 % en glissement annuel (g.a.), soit 1,3 M au T1 2024 contre près de 1,5 M au T1 2023. La fréquentation des sites touristiques a ainsi chuté fortement : -68,6 % de visiteurs à Petra au T1 2024, -31,7 % à la mer morte et -75,4 % à Wadi Rum. Ces baisses concernent les touristes en provenance d'Afrique (-13,5 % en g.a.), d'Amérique (-56,8 %), d'Asie (-41,8 %) et d'Europe (-47,4 %). En revanche, le nombre de touristes en provenance des pays arabes enregistre une augmentation de +7,4 % en g.a. Pour rappel, malgré la baisse des arrivées de touristes en Jordanie au T1 2024, les recettes touristiques ont augmenté de

+4,5 % en g.a. au cours des deux premiers mois de l'année. Celles générées par les touristes des pays du Golfe ont notamment observé une hausse de +43,5 % en g.a. au cours de cette même période.

LIBAN

1. BAISSÉ DE 37% DE LA MONNAIE EN CIRCULATION EN UN AN.

Selon les derniers chiffres de la Banque du Liban, la monnaie en circulation (M0) a atteint 48,24 trillions LBP en février 2024, enregistrant ainsi une baisse de 37% en glissement annuel (76,07 trillions LBP en février 2023). Cette réduction importante de la monnaie en circulation a contribué à réduire la pression sur la LBP et à stabiliser le taux de change LBP/USD. Elle a été au centre de la politique menée cette année par la Banque Centrale, en lien avec le gouvernement, à travers notamment une restriction de l'offre de LBP aux banques commerciales, une décision du Ministre des Finances en date du 10 février 2023 exigeant le règlement en espèces de certains droits et taxes, ainsi qu'une limitation et un échelonnement des opérations de change menées en faveur du gouvernement.

PALESTINE

1. PARTENARIAT STRATÉGIQUE ENTRE BANK OF PALESTINE ET BANK OF AFRICA.

Bank of Palestine et Bank of Africa (groupe BMCE) basée au Maroc, ont annoncé le lancement d'un partenariat stratégique qui comprend l'achat mutuel d'actions, avec une première participation de 1,2% de l'établissement marocain dans Bank of Palestine.

Le communiqué conjoint indique que les deux partenaires bancaires travailleront au développement d'une coopération bancaire élargie dans les domaines du financement, du commerce et de la correspondance bancaire, parallèlement à l'échange de bonnes pratiques en matière de financement des PME ainsi que de soutien à l'entrepreneuriat et à l'innovation.

Le partenariat stratégique conclu comprend également la mise à disposition d'une plate-forme dédiée à la promotion économique mutuelle, dans le but de promouvoir les flux commerciaux et d'investissements entre le Maroc et la Palestine, ainsi que la coopération culturelle à travers la mise en œuvre d'initiatives conjointes de mise en valeur des liens historiques entre les deux pays.

2. L'AUTORITÉ MONÉTAIRE PALESTINIENNE ANNONCE LE LANCEMENT D'ALTERNATIVES FACE AU MANQUE DE « CASH » DANS LA BANDE DE GAZA.

L'Autorité monétaire palestinienne (PMA) a annoncé le 8 mai le lancement d'un système de paiements instantanés et de transferts entre les banques et les sociétés de services de paiement (Buraq) pour aider les citoyens de la bande de Gaza à régler leurs créances et à effectuer leurs transactions financières par voie électronique.

Le nouveau système règlera et exécutera les paiements internes et les transferts financiers entre les banques et les sociétés de services de paiement soumises à la supervision de la PMA immédiatement 24 heures sur 24 (en shekels à ce stade), de façon à ce que les montants puissent être vérifiés sur le compte du bénéficiaire instantanément, ce qui permettra aux employés et aux clients d'effectuer leurs transactions financières par voie électronique et atténuera la grave crise résultant du manque de liquidités dans la bande de Gaza suite à la destruction de la plupart des agences bancaires.

3. LA CRISE FINANCIÈRE ET LE VERSEMENT DES SALAIRES À L'AGENDA DU DERNIER CONSEIL DES MINISTRES.

Le Premier Ministre palestinien, Mohammad Mustafa, a évoqué la crise financière due à la rétention de près de 6 Mds ILS par Israël, à la diminution de 60 % des recettes fiscales et à la crise économique provoquée par la guerre à Gaza depuis octobre dernier. Il a indiqué que la dette publique dépassait désormais les 11 Mds USD. Le Premier Ministre a fait état des efforts menés avec les partenaires internationaux pour faire pression sur Israël afin d'obtenir le versement des 423 M USD actuellement bloqués en Norvège. Si ces fonds étaient récupérés, le gouvernement pourrait alors payer une partie des arriérés dus aux fonctionnaires et aux fournisseurs essentiels, a souligné le Premier Ministre.

Du côté israélien, le journal économique israélien The Marker a rapporté que le Ministre des finances Bezalel Smotrich prévoyait d'utiliser environ 3 Mds ILS (835 M USD) de fonds palestiniens retenus pour des dépenses du gouvernement israélien.

SYRIE

1. LES REVENUS DE LA TÉLÉPHONIE MOBILE REPRÉSENTENT UNE PART CROISSANTE DES REVENUS DU GOUVERNEMENT SYRIEN.

Les redevances payées à l'État en 2023 par les deux sociétés de téléphonie mobile syriennes représentaient 4% des recettes fiscales enregistrées par le Gouvernement.

L'année dernière, Syriatel a payé 321 Mds SYP et MTN Syria 171 Mds SYP à titre de redevance annuelle au gouvernement pour leur droit d'exploiter une licence de téléphonie mobile. Les entreprises versent au gouvernement une redevance calculée en pourcentage de leurs revenus, qui ont augmenté

l'année dernière, en grande partie grâce à la hausse des prix. En mai et octobre, les deux sociétés ont augmenté leurs prix de 35% à 50% puis entre 25% et 35%. Plus récemment, une nouvelle augmentation a eu lieu en mars.

Dans le cadre du budget 2023, le gouvernement prévoyait de générer des redevances de 210 Mds SYP grâce aux deux licences, mais en pratique, il a gagné 492 Mds SYP, ce qui représente environ 4,2 % des recettes budgétaires totales prévues de 11 690 Mds SYP. En 2022, les redevances générées par les deux sociétés représentaient environ 2,2 % des recettes fiscales.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION - 2023 (MILLION)	FMI / WEO	105,7	43,3	86,5	9,8	10,3	5,4	5,5	23,2
PIB (Mds USD) - 2023	FMI / WEO	394	255	366	522	51	18*	17	8,2*
PIB / HAB. (USD) - 2023	FMI / WEO	3770	5883	4234	53195	4498	3365*	3531	353
CROISSANCE PIB RÉEL (%) - 2023	FMI / WEO	3,8	-2,7	3,0	1,5	2,6	-0,5	-6,0	-5,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	-6,0	-7,7	-5,5	-4,2	-5,3	-1,3*	-3,0	n/a
DETTE PUBLIQUE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	96	49	31	62	112	181	47	n/a
RATING COFACE	COFACE	C	E	E	A3	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	Statistiques officielles	35,7	4,0	30,9	3,0	1,6	70.36	5,9	n/a
PMI	Statistiques officielles	47,4	n/a	39.6	47,4	n/a	48,4	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1761	336	282	1870	348	370	17	22
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1098	1629	41	1467	47	98	4	5

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS
A1 TRÈS FAIBLE / A2 PEU ÉLEVÉ / A3 SATISFAISANT / B ASSEZ ÉLEVÉ / C ÉLEVÉ / D TRÈS ÉLEVÉ / E EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtrésor.gouv.fr